

Classer pour préserver, pas pour l'hydroélectricité !

APNE et Fédérations de Pêche en Rhône Méditerranée

M. le Préfet de Région Rhône Alpes,
Préfet Coordonnateur de bassin
Préfecture de Région
106 rue Pierre Corneille
69 419 LYON CEDEX 03

Monsieur le Préfet de Région, coordonateur du Bassin Rhône Méditerranée,



Comme l'ont plusieurs fois répété des ministres et des responsables publics, une des causes de la dégradation de l'état de nos cours d'eau est liée aux perturbations touchant l'hydromorphologie c'est à dire des perturbations touchant à leur régime hydrologique et à leur lit (ennoyage, artificialisation, endiguement et altération des transports solides).

Sans en être la cause unique, l'hydroélectricité et ses cent ans d'activité passée est une des causes principales de ces dysfonctionnements. Même si ses impacts peuvent être très partiellement corrigés (ce qui a été très rarement fait dans le passé), **l'hydroélectricité est intrinsèquement génératrice de pressions irrémédiables et irréversibles sur nos cours d'eau**. Ainsi, elle est à l'origine de risques de non atteinte du bon état, qui pèsent sur la moitié de nos masses d'eau et surtout, elle agit sur la dégradation de leur état actuel.

Pour partie, la réalisation des objectifs assignés par la directive européenne sur l'eau (DCE) repose d'une part, sur la correction des impacts actuels de l'hydroélectricité et, d'autre part, sur le maintien à l'écart de son emprise d'une part substantielle de notre réseau hydrographique. C'est tout le rôle des classements actuellement en cours d'élaboration.

Cette mesure, cruciale pour la biodiversité, reste mineure sur le plan énergétique. En effet, l'électricité représente 20 % de l'énergie consommée en France, l'hydraulique un peu plus de 2% et **le potentiel d'équipements supplémentaires représenterait en toutes hypothèses moins de 0,1% de cette consommation** : on est dans l'épaisseur du trait !

De plus, les projets de listes actuels, adoptés par la Commission Administrative de Bassin le 2 juillet 2012, ont préservé la possibilité de réaliser des aménagements stratégiques complémentaires au parc actuel (équipements de fortes puissances relevant du domaine concédé). Les équipements nouveaux dont le nombre serait limité par les projets de listes actuels, présentent sauf cas très particulier à identifier, un bilan coût/avantage défavorable :

- Une production fatale non reportable,
- Une absence de souplesse,
- Des équipements fortement dépendants des débits et donc exposés aux changements climatiques,
- Une localisation défavorable par rapport aux pôles de consommation,
- Des coûts pour la collectivité par l'intermédiaire des subventions liées à l'obligation d'achat et à la CSPE,
- Des impacts environnementaux locaux importants sur les cours d'eau, et notamment des effets cumulatifs globalement importants sur le réseau hydrographique déjà en état précaire.

Le seul « avantage » de ce potentiel réside dans l'apport financier que ces installations pourraient amener aux communes sur le territoire desquelles elles seraient aménagées, plus facile à faire miroiter aux yeux des élus que les effets négatifs sur leur patrimoine naturel. Les tenants de la petite hydraulique ne s'y sont pas trompés et depuis plusieurs mois une propagande de grande ampleur, dotée de moyens importants, travaille les collectivités locales pour culminer durant la consultation institutionnelle sur les projets de classements lancée par les pouvoirs publics cet automne. Faute de moyens, il ne nous est pas possible de lever (cf. annexe) toutes les ambiguïtés des arguments avancés et notamment de démontrer que les projets de classements préservent (malheureusement est-on tenté de dire !) plus de la moitié des hypothétiques possibilités d'équipements nouveaux et sans doute bien davantage...

Parallèlement à ce travail de sappe sans précédent, nous constatons que les mesures de protection et de restauration des milieux aquatiques, marquent le pas. Les SRCE qui ont été instruits en se fondant sur les projets de listes de cours d'eau classés qui constituent le cœur de la Trame Bleue, ne sont toujours pas actés. Il est impossible aujourd'hui de revenir sur ces projets de listes sans mettre à bas l'élaboration des SRCE alors même que la partie Trame Bleue souffre déjà de graves lacunes : mise à l'écart de certains réservoirs biologiques (par exemple le Torrent de Réallon dans les Hautes Alpes), absence notable des têtes de bassin, linéaire morcelé, tout ceci est un comble pour un schéma de continuité écologique !

En conclusion, nous ne comprendrions pas que ces listes, déjà insuffisantes par rapport aux enjeux de la DCE et du SRCE, soient encore réduites au bénéfice d'intérêts privés dépourvus de toute valeur stratégique pour notre pays.

Confiants dans votre détermination dans cette affaire et avec l'assurance que vous ne remettrez pas en cause les arbitrages réalisés, nous vous prions, Monsieur le Préfet Coordonnateur de Bassin, de bien vouloir croire en l'expression de notre haute considération.

Pierre APLINCOURT, Président
URVN-FNE PACA



urvn.pierreaplincourt@gmail.com

Eric FÉRAILLE, Président
UR FRAPNA



eric.feraille@medecine.unige.ch

Bernard FANTI, Président
Fédération départementale
de pêche des Hautes Alpes



bernard.fanti@orange.fr

Alain LAGARDE, Président
Union des fédérations de
pêche de Rhône-Alpes



lagardealain@wanadoo.fr

Claude ROUSTAN, Président
Fédération départementale
de pêche des Alpes de Haute
Provence



c.roustan@federationpeche.fr

ANNEXE : Ce que disent les usiniers :

L'UFE a établi un inventaire des projets potentiels à l'échelle du pays. Dans le bassin Rhône-Méditerranée (<http://www.ufe-electricite.fr/-Etudes,43->), les estimations issues de ces investigations sont regroupées dans le tableau ci-dessous :

Départements	Potentiel (MW)	% En liste 1	En Liste 1	Hors liste 1
1	87,8	54,44%	47,8	40
7	19,8	80,81%	16	3,8
26	20,2	98,02%	19,8	0,4
38	277,85	69,46%	193	84,85
73	265,4	14,02%	37,2	228,2
74	150,8	70,29%	106	44,8
Total Rhône-Alpes	821,85	51,08%	419,8	402,05
4	92,4	95,13%	87,9	4,5
5	144,9	79,50%	115,2	29,7
6	85,6	85,40%	73,1	12,5
83	0,8	100,00%	0,8	0
84	0,6	100,00%	0,6	0
Total PACA	324,3	85,60%	277,6	46,7
Total RA + PACA	1146,15	60,85%	697,4	448,75

On constate que :

- 1-Les projets sont des projets hypothétiques dont les conditions technico économiques n'ont pas fait l'objet de la moindre investigation. Depuis 100 ans, la quasi totalité des sites intéressants a déjà été équipée et il ne reste évidemment que des sites « difficiles ». Le potentiel effectivement réalisable est donc bien moindre que celui affiché, de l'aveu même de ses thuriféraires¹.
- 2-Les classements actuels préservent 40 % (en puissance) des projets hypothétiques identifiés par l'UFE (5^{ème} colonne du tableau précédent). Il est donc faux de dire que les classements signent la fin de tout équipement nouveau !
- 3-Si l'on examine les cartes proposées par l'UFE, on s'aperçoit que tous les projets situés sur un cours d'eau, dont quelques tronçons apparaissent dans le projet de liste 1, n'ont pas été inclus dans les 40% précédent¹. Ce n'est donc pas 40% de la puissance potentielle qui restent compatibles avec les projets de listes 1 mais bien davantage : peut être 60 % voire plus². Cela n'est pas étonnant puisque les projets de listes 1 sont compatibles avec les aménagements stratégiques, qui ont été remontés par les grands producteurs hydrauliques dès l'année 2011, et probablement dès la délimitation des réservoirs biologiques en 2008-2009³ !

1- http://www.ufe-electricite.fr/IMG/zip/methodologie_de_l_etude.zip

Limites de l'étude :

Sites potentiels sélectionnés de façon manuelle => potentiel final non exhaustif. Cependant, la vérification des données par les experts du secteur permet de limiter les erreurs et oublis.

Données environnementales (cœur de parcs nationaux,...) non prises en compte.

Données des anciens classements non prises en compte (cours d'eau réservés loi 1919).

Certaines données terrain n'ont pas été vérifiées (faisabilité technique du projet, accessibilité des sites...).

Étude orientée principalement vers la petite hydro même si quelques projets basse chute de fond de vallée sont présentés. Impacts des classements parfois difficiles à estimer dans le cas où une partie du tronçon concerné est en liste 1 et l'autre partie non classée. **Dans ce cas là, le potentiel est considéré comme 'au moins partiellement' concerné.** En outre, l'imprécision des tronçons présentés sur les cartes (imprécisions souhaitée pour des soucis de confidentialité) se retrouve dans les chiffres concernant le linéaire à potentiel impacté par le classement.

2- Par exemple dans le département des Hautes-Alpes, il n'y a que 20% de la puissance potentielle identifiée par l'UFE qui est totalement incluse en liste 1 et 73% de cette puissance n'est que partiellement incluse dans le projet de liste 1 ce qui laisse supposer qu'elle reste réalisable en grande partie. Dans ces conditions ce n'est pas 80 % de la puissance potentielle qui est bloquée comme l'affirme l'UFE mais beaucoup moins, sans doute quelque part autour de 50 % et peut être beaucoup moins. Voir tableau en page suivante.

3- La limite amont du réservoir biologique identifié à l'aval de l'actuel barrage de Saint-Egrève a été déplacée vers l'aval pour laisser la place à un nouvel aménagement. A coté de cet exemple connu, combien d'entorses du même genre ont été commises ?

Cours d'eau non impactés par la liste 1	Puis- sance des projets	Cours d'eau impac- tés partielle- ment par la liste 1	Puis- sance des projets	Cours d'eau impactés totale- ment par la liste 1	Puis- sance des projets	Puis- sance cu- mulée des projets
Hautes Alpes						
Cristillan	2,2	Guisane	3,1	Bouchet	1,5	
Crévoux	6,9	Guil	21	Aigue Blanche	1,3	
Chagne	5	Drac	19,1	Drac de Cham- poléon	2,7	
Romanche	2,7	Buech	11	Les Bancs	0,8	
Ancelle	9	Vachère	3,2	Clarée	4	
Fournel	0,7	Durance	28			
Selle	1,1	Cerveyret	10,3			
		Sev- eraisse	9,3			
Total 05	27,6		105		10,3	142,9
% 05	19,31%		73,48%		7,21%	100,00%
Alpes Maritimes						
Rioulan	1,5			Cians	4	
Gordolasque	7,7			Bendola	0,7	
Vionène	0,5			Roya	0,7	
Bramafan	2,8			Planchette	1	
				Bévéra	2,8	
				Estéron	14,8	
				Tinée	16,2	
				Var	19,1	
				Loup	0,7	
				Roja	3,2	
				Mollières	9,8	
Total 06	12,5		0,00%	Total	73	85,5
%06	14,62%				85,38%	100,00%
Alpes de Haute Provence						
Bès	2,1	Ubaye	47,3	Issole	1,3	
Chalvagne	1,3	Verdon	7,9	Blanche	7,2	
				Vanson	3,1	
				Ubayette	1,9	
				Vaire	3,2	
				Coulomp	2,3	
				Bachelard	8,3	
Total 04	3,4		55,2	Total	27,3	85,9
%04	3,96%		64,26%		31,78%	100,00%
Les trois départements alpins de PACA réunis						
Total Alpes PACA	43,5		160,2		110,6	314,3
%PACA	13,84%		50,97%		35,19%	100,00%

Tableau récapitulatif des données UFE en répartissant les projets en 3 catégories (Impactés, partiellement impactés, non impactés) au lieu des 2 catégories proposées par l'UFE.